

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 janvier 2014

Objet n° 31 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle Van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Cécile Jodogne, Échevin; MM. Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Derya Alic, M. Abdallah Kanfaoui, Mmes Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Conseillers communaux.

**#Objet : Règlement relatif aux conditions de nomination dans le grade de Directeur du Département Infrastructure - Approbation #**

LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 30 voix contre 9 et 0 abstention(s).*

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la circulaire du 28 avril 1994, Charte sociale relative à l'harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 avril 1999, établissant le règlement sur le recrutement du personnel technique ouvrier et de maîtrise, modifiée le 25 mars 2009 le 26 mai 2010 et le 30 mai 2012 ;

Considérant que pour assurer la continuité du service et le bon fonctionnement de l'administration communale, il y a lieu de définir les conditions d'accès à la fonction de directeur du département Infrastructure ;

Vu le protocole de négociation signé en séance du Comité particulier de négociation en date du 13 décembre 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 janvier 2014;

DECIDE

d'adopter le règlement suivant

**STATUT ADMINISTRATIF****REGLEMENT RELATIF AUX CONDITIONS DE NOMINATION****DANS LE GRADE DE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT INFRASTRUCTURE****1.- DISPOSITIONS GENERALES****Article 1<sup>er</sup>**

La nomination dans la fonction de Directeur du Département Infrastructure peut se faire par voie de promotion ou par voie de recrutement.

Les conditions d'admissibilité à l'examen et les épreuves d'examen sont identiques dans les deux cas, à l'exception de l'épreuve de fin de stage (projet technique) qui ne s'applique qu'au stagiaire nommé par voie de recrutement.

L'organisation de l'examen ne donne pas lieu à la constitution d'une réserve de recrutement ou de promotion.

**Article 2**

Nul ne peut être nommé dans l'emploi de directeur du Département infrastructure s'il ne satisfait aux conditions générales d'admissibilité et s'il ne subit avec succès les épreuves d'examen prescrites.

**2.- PUBLICITE DE L'EXAMEN****Article 3**

Tout examen de recrutement s'accompagnera d'un examen de promotion.

Il sera précédé

a) d'un appel interne s'adressant aux agents communaux qui répondent aux conditions d'admissibilité à l'examen et qui sont susceptibles d'être nommés dans l'emploi visé soit par voie de promotion (agents statutaires nommés à titre définitif dans un emploi de niveau A du cadre technique ou administratif), soit par voie de recrutement (autres agents)

b) d'un appel public aux candidats

**3.- CONDITIONS D'ADMISSIBILITE****Article 4**

Nul n'est autorisé à participer à l'examen s'il ne satisfait pas aux conditions générales suivantes:

1°) réunir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions à conférer;

2°) être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

3°) jouir des droits civils et politiques;

4°) Satisfaire aux conditions de diplôme et d'expérience mentionnées soit au point 4a soit au point 4b

a. être détenteur d'un diplôme d'ingénieur civil en construction ou génie civil, un diplôme d'ingénieur -architecte ou un diplôme de licence/master en architecture

et/avoir une expérience professionnelle d'au moins 6 ans dans une fonction de niveau 1 ou A dans le secteur public ou de niveau universitaire dans le secteur privé ;

b. être détenteur d'un diplôme d'ingénieur commercial/ingénieur de gestion; d'ingénieur industriel/master en sciences de l'ingénieur industriel avec une orientation construction; d'un diplôme universitaire (licence/master/ingénieur/docteur) à caractère scientifique ou technique ou d'un diplôme universitaire en rapport avec le management public, le droit administratif ou le droit public

Et avoir au moins 9 années d'expérience professionnelle dans une fonction de niveau 1 ou A dans le secteur public ou de niveau universitaire dans le secteur privé, dont au moins 5 ans en gestion de projets en rapport avec le domaine de la construction.

Les diplômes jugés équivalents par les autorités belges compétentes seront également pris en considération.

#### **4.- DES EPREUVES D'EXAMENS**

##### **Article 5**

Une première sélection des candidats a lieu sur la base des titres et expériences professionnelles requis à l'article 4. Cette sélection est opérée par le jury de l'examen sur la base des documents produits à l'appui de leur demande de participation.

##### **Article 6**

L'examen comporte:

a) une épreuve écrite portant sur l'analyse d'un ou de plusieurs cas pratiques à traiter selon trois points de vue :

- le point de vue technique
- le point de vue juridique
- le point de vue du management

b) une épreuve d'entretien oral portant sur des questions fondamentales en rapport avec la formation acquise et permettant d'apprécier les connaissances générales ou techniques des candidats, leur maturité ainsi que leur aptitude à assumer les missions afférentes à l'emploi postulé.

Les questions juridiques qui peuvent être traitées dans la première épreuve sont en rapport avec

- le droit public plus spécialement en rapport avec les institutions locales;
- le droit administratif et plus spécialement en ce qui concerne les pouvoirs et les moyens de l'administration ainsi que les voies de recours contre ses décisions;
- le droit civil et plus spécialement les dispositions du Livre II et des titres III, IV, VI et XX du Livre III du code civil;
- la législation sur le bien-être au travail.

Chacune de ces épreuves est notée sur 50 points. Pour être lauréats de l'examen, les candidats doivent obtenir au moins 30 points à chacune des épreuves.

#### **5.- DU JURY D'EXAMEN**

##### **Article 7**

Le jury comprend:

- 1°) un président qui est le Bourgmestre;
- 2°) un ou deux vice-présidents délégués par le Collège des Bourgmestre et Echevins;
- 3°) deux assesseurs au minimum.

En cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, le jury est présidé par un des vice-présidents.

Le président désigne le secrétaire du jury.

Les délibérations après chaque épreuve, ainsi que la délibération finale, sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Chaque groupe siégeant au Conseil communal peut déléguer un de ses membres comme observateur au cours des épreuves. Sont considérés comme formant un groupe, les conseillers élus sur une même liste.

Un délégué de chaque organisation syndicale représentative pourra également siéger comme membre observateur.

Les membres observateurs ne participent ni à la correction des épreuves, ni aux délibérations du jury.

##### **Article 8**

A l'issue de l'examen, le jury dresse un procès-verbal des différentes épreuves ainsi qu'un tableau des résultats.

Ces documents sont communiqués au Collège des Bourgmestre et Echevins qui arrête la liste des lauréats.

Le Collège informe chaque candidat des points qu'il a obtenus aux différentes épreuves.

Si le candidat n'a pas satisfait à l'examen, le Collège l'informe des moyens de recours qui lui sont offerts soit auprès des tribunaux judiciaires soit auprès du Conseil d'Etat.

#### **6.- DU STAGE**

##### **Article 9**

La nomination en stage, par voie de recrutement ou par voie de promotion selon la situation du candidat désigné, est effectuée par le Conseil communal parmi les lauréats de l'examen.

La durée du stage est fixée à un an. Cette période peut être prolongée au maximum de deux périodes de six mois sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins soumise au Conseil communal.

Au cours du stage et au plus tard à l'expiration de la période d'un an, l'agent nommé en stage par voie de recrutement devra présenter un projet technique en rapport avec la fonction. Cette épreuve a pour but d'établir que le candidat a, durant son stage, obtenu les acquis nécessaires à l'exercice de la fonction.

Il défendra ce projet oralement devant le jury d'examen.

Cette épreuve est notée sur 50 points. Pour être lauréat de l'examen, le stagiaire devra obtenir au moins 30 points.

L'agent nommé en stage par voie de promotion est dispensé de cette épreuve.

#### **7.- DU RAPPORT DE FIN DE STAGE**

##### **Article 10**

A l'expiration du stage, le Secrétaire communal établit un rapport circonstancié sur la manière de servir du stagiaire. Ce rapport est communiqué au stagiaire qui le date et le signe.

Le stagiaire qui s'estime lésé par les mentions du rapport peut, dans les dix jours ouvrables à compter de la date d'apposition de son visa, ou du refus d'accomplir cette formalité, introduire une réclamation écrite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réclamation énonce les motifs sur lesquels elle prend appui et précise si le stagiaire souhaite être entendu par l'autorité.

Elle est soumise, avec le rapport de fin de stage, au Conseil communal qui statue par décision motivée.

Dans l'éventualité où le stagiaire est entendu par l'autorité appelée à se prononcer, il peut se faire assister par un conseil de son choix.

##### **Article 11**

Si le stagiaire ne réunit pas toutes les conditions pour être pourvu d'une nomination définitive, le Conseil communal peut décider du maintien en stage.

**Article 12**

Le stagiaire nommé par voie de promotion, qui ne satisfait pas aux exigences du service ou qui échoue aux épreuves de fin de stage d'agent communal, est réaffecté dans son emploi précédent ou tout autre emploi équivalent.

Le stagiaire nommé par voie de recrutement, qui ne satisfait pas aux exigences du service ou qui échoue aux épreuves de fin de stage est licencié moyennant un préavis calculé selon les dispositions prévues par la loi sur les contrats de travail du 3 juillet 1978.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 janvier 2014

Le Secrétaire communal,  
(s) David NEUPREZ

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme  
Schaerbeek, le 4 février 2014

Le Secrétaire communal,

  
David NEUPREZ



Le Bourgmestre  
Par délégation :

  
Etienne NOËL  
Echevin

**Vergadering van 29 januari 2014****Voorwerp nr 31 van de agenda**

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle Van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris .

AFWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, Schepen; HH. Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Derya Alic, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Reglement betreffende de benoemingsvoorwaarden tot de graad van Directeur van het Departement Infrastructuur - Goedkeuring #**

**DE GEMEENTERAAD**

*Besloten, met 30 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en).*

Gelet op de artikels 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de omzendbrief van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest - harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 21 april 1999, houdende het reglement betreffende de werving van het technisch-, arbeiders- en meesterschapspersoneel; gewijzigd op 25 maart 2009, 26 mei 2010 en 30 mei 2012 ;

Overwegende dat om de continuïteit van de dienst en het goed functioneren van het gemeentelijk bestuur te verzekeren het noodzakelijk is de toegangsvoorwaarden tot de betrekking van directeur van het departement Infrastructuur te bepalen ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol ondertekend in vergadering van het Bijzonder Onderhandelingscomité op datum van 13 december 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 januari 2014;

**BESLUIT**

het volgende reglement goed te keuren

**ADMINISTRATIEF STATUUT**

**REGLEMENT BETREFFENDE DE BENOEMINGSVOORWAARDEN TOT DE GRAAD VAN DIRECTEUR VANT HET**

**DEPARTEMENT INFRASTRUCTUUR**

**1 - ALGEMENE BEPALINGEN**

**Artikel 1**

De benoeming tot de functie van Directeur van het Departement Infrastructuur kan gebeuren bij wijze van bevordering of bij wijze van aanwerving.

De toegangsvoorwaarden en de proeven van het examen zijn dezelfde in beide gevallen met uitzondering van de eindstageproef (technisch project) die alleen van toepassing is voor de stagiair benoemd volgens aanwerving.

De organisatie van het examen geeft geen aanleiding tot het samenstellen van een bevordering- of wervingsreserve.

**Artikel 2**

Niemand kan tot de graad van directeur van het Departement Infrastructuur worden benoemd indien hij niet voldoet aan de algemene toegangsvoorwaarden en indien hij niet slaagt voor het voorgeschreven examen.

**2.- PUBLICITEIT VAN HET EXAMEN**

**Artikel 3**

Elk wervingsexamen zal gepaard gaan met een bevorderingsexamen

Het examen wordt voorafgegaan door:

a) een interne oproep tot de gemeentepersoneelsleden die aan de toegangsvoorwaarden voor het examen voldoen en die zouden kunnen benoemd worden per wijze van bevordering (personeelsleden die vast benoemd zijn in een functie van niveau A in de technische of administratieve personeelsformatie) of per wijze van aanwerving (andere personeelsleden).

b) een openbare oproep tot de kandidaten

**3.- TOEGANGSVORWAARDEN**

**Artikel 4**

Niemand wordt toegelaten deel te nemen aan het examen indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

1°) de fysieke vereiste geschiktheid bezitten van de te begeven functie;

2°) een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

3°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4°) Voldoen aan de diploma- en ervaringsvoorwaarden beschreven hetzij in punt 4a hetzij in punt 4b

a. Houder zijn van een diploma van burgerlijk ingenieur in bouwkunde, een diploma van ingenieur-architect of een diploma van licentiaat/master in de architectuur

en een beroepservaring van minimum 6 jaar hebben, in een functie van niveau 1 of A in de openbare sector of van universitair niveau in de privé-sector;

b. Houder zijn van een diploma van commercieel ingenieur /beheersingenieur; van industrieel ingenieur /master in de wetenschappen van de industrieel ingenieur met een richting bouwkunde; van een universitair diploma (licentiaat/master /ingenieur/ doctor) in een technische of wetenschappelijke richting of van een universitair diploma in verband met publiek management, administratief recht of publiek recht

en een beroepservaring van minimum 9 jaar hebben, in een functie van niveau 1 of A in de openbare sector of van universitair niveau in de privé-sector waarvan minstens 5 jaar in het projectenbeheer in verband met het domein van bouwkunde. De diploma's die als equivalent beschouwd worden door de bevoegde Belgische overheden zullen eveneens in aanmerking genomen worden.

#### **4.- OVER DE EXAMENPROEVEN**

##### **Artikel 5**

Een eerste selectie van de kandidaten geschiedt volgens hun titels en beroepservaring vereist in artikel 4. Deze selectie zal door de examencommissie worden verricht op basis van de documenten die de kandidaten voorleggen ter ondersteuning van hun aanvraag tot deelname.

##### **Artikel 6**

Het examen bestaat uit:

a) een schriftelijke proef over de analyse van één of meerdere praktische gevallen die volgens drie standpunten moeten behandeld worden:

- uit technisch standpunt
- uit juridisch standpunt
- uit managementstandpunt

b) een mondeling onderhoud over fundamentele vraagstukken i.v.m. met de vereiste vorming datmoet toelaten de algemene of technische kennis van de kandidaten na te gaan, alsook hun maturiteit en de geschiktheid om de opdrachten i.v.m. de gesolliciteerde betrekking uit te voeren.

De juridische vragen die in de eerste proef kunnen behandeld worden houden verband met

- het publiekrecht meer bepaald i.v.m. de plaatselijke besturen;
- het administratief recht en meer bepaald voor wat betreft de rechten en de middelen waarover het bestuur beschikt en de beroepsmiddelen tegen deze beslissingen;
- het burgerlijk recht en in het bijzonder de bepalingen van Boek II en van de Titels III, IV, VI en XX van Boek III van het burgerlijk wetboek.
- de wetgeving over het welzijn op het werk.

Elk van deze proeven wordt beoordeeld op 50 punten. Om laureaat van het examen te zijn, moeten de kandidaten minstens 30 punten behalen op elk van de proeven.

#### **5.- OVER DE EXAMENCOMMISSIE**

##### **Artikel 7**

De examencommissie is samengesteld uit:

- 1°) een voorzitter die de Burgemeester is;
- 2°) een of twee vice-voorzitters afgevaardigd door het College van Burgemeester en Schepenen;
- 3°) tenminste twee bijzitters.

In geval van afwezigheid of verhindering van de burgemeester zal de examencommissie voorgezeten worden door één van de vice-voorzitters.

De voorzitter duidt de secretaris van de examencommissie aan.

De beraadslagingen worden na elke proef alsmede bij de eindberaadslaging bij meerderheid van stemmen genomen, in geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Elke groep die in de Gemeenteraad zetelt mag tijdens de proeven één van zijn leden als waarnemer afvaardigen. De gemeenteraadsleden verkozen op eenzelfde lijst worden beschouwd als behorende tot een groep.

Een afgevaardigde van elke representatieve vakbondsorganisatie zal eveneens als waarnemer kunnen worden afgevaardigd. De waarnemers nemen niet deel aan de verbetering, noch aan de deliberaties van de examencommissie.

##### **Artikel 8**

Na het examen wordt een proces-verbaal van de verschillende proeven en een tabel van de resultaten opgesteld.

Deze documenten worden meegedeeld aan het College van Burgemeester en Schepenen die de lijst der laureaten vaststelt.

Het College informeert elke kandidaat van de punten die hij heeft behaald voor de verschillende proeven.

Indien de kandidaat niet geslaagd is voor het examen, deelt het College hem de beroepsmiddelen mee hetzij bij de rechtbanken, hetzij bij de Raad van State.

#### **6.- OVER DE STAGE**

##### **Artikel 9**

De benoeming in stage, bij wijze van bevordering of bij wijze van aanwerving afhankelijk van de situatie van de aangeduide kandidaat, gebeurt door de Gemeenteraad tussen de laureaten van het examen.

De duur van de stage wordt op één jaar vastgesteld. Deze periode kan maximum met twee periodes van zes maanden worden verlengd op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen voorgelegd aan de Gemeenteraad.

Gedurende de stage en ten laatste voor het beëindigen van de periode van één jaar zal de stagiair een technisch project i.v.m. de functie voordragen. Deze proef heeft tot doel te bepalen of de kandidaat tijdens zijn stage de nodige kennis tot het uitoefenen van zijn functie heeft verworven.

De stagiair zal zijn project mondeling voor de examencommissie moeten verdedigen.

Deze proef wordt beoordeeld op 50 punten. Om laureaat van het examen te zijn, moet de kandidaat 30 punten behalen.

Het personeelslid benoemd in stage per wijze van bevordering wordt van die proef vrijgesteld..

#### **7.- OVER HET EINDESTAGEVERSLAG**

##### **Artikel 10**

Op het einde van de stageperiode stelt de Gemeentesecretaris een gedetailleerd verslag op over de manier van dienen van de stagiair. Dit verslag wordt voorgelegd aan de stagiair die het dagtekent en ondertekent.

De stagiair die zich benadeeld voelt door de vermeldingen in het verslag mag, binnen de tien werkdagen vanaf de datum van de plaatsing van zijn visum of van zijn weigering tot vervulling van die formaliteit, een schriftelijke klacht indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

De klacht vermeldt de motieven waarop zij steunt en preciseert of de stagiair door de overheid wenst gehoord te worden.

Zij wordt samen met het eindstageverslag aan de Gemeenteraad voorgelegd die bij gemotiveerde beslissing uitspraak doet.

In het geval dat de stagiair wordt gehoord door de overheid die uitspraak moet doen, kan hij zich laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

##### **Artikel 11**

Indien de stagiair niet alle voorwaarden vervult om definitief benoemd te worden, kan de Gemeenteraad besluiten tot de verlenging van de stageperiode.

**Artikel 12**

De stagiair, benoemd bij wijze van bevordering, die niet voldoet aan de vereisten van de dienst of die niet geslaagd is voor de eindstageproeven wordt opnieuw tewerkgesteld in zijn vorige betrekking of in elk ander gelijkwaardig ambt.  
De stagiair, benoemd bij wijze van aanwerving, die niet voldoet aan de vereisten van de dienst of die niet geslaagd is voor de eindstageproeven, wordt ontslagen met een opzegtermijn berekend volgens de bepalingen voorzien in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 januari 2014

De Gemeentesecretaris,  
(g) David NEUPREZ

Voor eensluidend afschrift :  
Schaarbeek, 4 februari 2014

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Bernard CLERFAYT


De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De Burgemeester  
In opdracht :



Etienne NOËL  
Schepen